

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

Commune de Biganos

-

52, avenue de la Libération

33380 Biganos

Tél. 05 56 03 94 50



**RÉALISATION DE TRAVAUX DE TRANSFORMATION ET
D'AGRANDISSEMENT DE LA BUVETTE DE LA HALLE DU
MARCHÉ POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE BIGANOS
(33380)**

N° de marché

2	0	1	8	-	0	5
---	---	---	---	---	---	---

Cahier des Clauses Techniques Communes

SOMMAIRE

Article 1 – Présentation de l’opération

- 1.1 – Programme général des travaux
- 1.2 – Décomposition
- 1.3 – Forme du marché
- 1.4 – Terrain d’emprise
- 1.5 – Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)
- 1.6 – Contraintes particulières du chantier
- 1.7 – Contrainte d’occupation de l’établissement
- 1.8 – Constat d’état des lieux

Article 2 – Interprétation du descriptif - Coordination - Contrôles

- 2.1 – Généralités
- 2.2 – Maîtrise d’œuvre
- 2.3 – Contrôle technique
- 2.4 – Coordination Sécurité et Protection de la Santé
- 2.5 – Frais d’études
- 2.6 – Contrôle interne
- 2.7 – Connaissance du dossier
- 2.8 – Connaissance des lieux
- 2.9 – Vérification de fonctionnement

Article 3 – Documents techniques

- 3.1 – Documents de base du marché
 - 3.1.1 – Documents techniques
 - 3.1.2 – Devis descriptifs
- 3.2 – Pièces jointes au marché
- 3.3 – Techniques et marques de référence
- 3.4 – Documents d’exécution à fournir en cours de marché
- 3.5 – Documents à fournir à la fin des travaux (récolement)

Article 4 – Prescriptions concernant l’exécution des travaux

- 4.1 – Planification et coordination des travaux
- 4.2 – Plan d’organisation du chantier
- 4.3 – Réunions de chantier - Réunions interentreprises
- 4.4 – Dommages aux tiers
- 4.5 – Pénalités de retard
- 4.6 – Échantillons - Maquettes
- 4.7 – Scellements - Raccords
- 4.8 – Réservations - Trous - Percements
- 4.9 – Protection des ouvrages
- 4.10 – Nettoyages en cours de travaux et nettoyages de fin de chantier
- 4.11 – Épuisement des eaux
- 4.12 – Remise en état de la propriété en fin de travaux
- 4.13 – Circulation - Nettoyage des chaussées – Signalisation

Article 5 – Installation et frais de chantier

- 5.1 – Évacuation des gravois
- 5.2 – Protection périmétrique du chantier
- 5.3 – Protections intérieures et diverses du chantier
- 5.4 – Abris de chantier et bloc sanitaire
- 5.5 – Raccordements aux réseaux publics
- 5.6 – Panneau publicitaire de chantier
- 5.7 – Panneau réglementaire du permis de construire

Article 6 – Implantation et nivellement

- 6.1 – Implantation des bâtiments
- 6.2 – Côtes de niveaux des ouvrages
- 6.3 – Raccordements des réseaux et voiries - Récolement

Article 1 – Présentation de l'opération

1.1 – Programme général des travaux

Le projet, sis sur le territoire de la Ville de Biganos selon les indications du plan de masse et de situation joint au dossier, vise à transformer la buvette existante et à réaliser une extension.

Lieu(x) d'exécution : place du marché - 33380 Biganos.

1.2 – Décomposition

Les travaux prévus au présent marché sont prévus en un lot unique qui comprend :

- Généralités communes,
- Démolition,
- Gros-œuvre,
- Assainissement,
- Charpente métallique, serrurerie,
- Menuiseries extérieures,
- Menuiseries bois,
- Électricité,
- Plomberie et sanitaire,
- Peinture nettoyage.

1.3 – Forme du marché

Marché à prix global et forfaitaire.

1.4 – Terrain d'emprise

Les travaux se dérouleront sur le site actuel du marché dominical qui se tient sous la halle couverte. L'exécution des travaux ne devra pas gêner les marchands ambulants, la buvette sera fermée pour la durée des travaux.

Chaque fin de semaine, le chantier devra être dans un état de propreté irréprochable et devra permettre l'accueil du public dans de bonnes conditions de sécurité.

1.5 – Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Se reporter au PGCSPS établi par le coordonnateur SPS.

L'entreprise devra se conformer en tout point aux règles de sécurité et protection de la santé en vigueur au moment de la réalisation de ses travaux ainsi qu'aux prescriptions établies par le coordonnateur sécurité dans son PGCSPS, sans pouvoir se prévaloir d'un quelconque surcoût lié directement ou indirectement à l'importance des moyens de protections tant collectives qu'individuelles à mettre en œuvre durant la réalisation de ses travaux.

1.6 – Contraintes particulières du chantier

La description des travaux faite dans le CCTP n° 2018-05 a été établie à partir d'un programme défini par le Maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, relatif à la nature des ouvrages de gros œuvre, second œuvre, des équipements techniques, des réseaux, des appareils, etc...

L'entreprise doit s'assurer de l'accessibilité au chantier tant au niveau des voies proprement dites que des gabarits d'accès des véhicules chantier vis à vis de toutes lignes électriques, téléphoniques, réseaux gaz, eau et autres, constructions environnantes, ainsi que prendre toute disposition utile et autorisation nécessaire pour protéger les ouvrages et réseaux qui le nécessiteraient.

L'ensemble de ces sujétions fait partie intégrante du prix global forfaitaire du marché et ne donnera en aucun cas lieu à des travaux supplémentaires.

1.7 – Contrainte d'occupation de l'établissement

Les travaux se dérouleront dans un local libre de toute occupation.

1.8 – Constat d'état des lieux

Sans objet.

Article 2 – Interprétation du descriptif - Coordination - Contrôles

2.1 – Généralités

L'entreprise devra assurer toutes les fournitures et exécuter tous les travaux nécessaires de sa profession ou simplement utiles au complet achèvement des ouvrages suivant les règles de l'Art dont font partie les DTU. L'entrepreneur reconnaît avoir obtenu auprès du maître d'œuvre les renseignements nécessaires à la parfaite compréhension du texte du présent devis descriptif et des indications portées aux plans joints. Aucun supplément de prix ne sera accordé, le marché étant traité à prix global et forfaitaire. De même, aucune réclamation relative à une erreur quantitative dans le montant global forfaitaire ne sera admise par le Maître d'ouvrage.

Il est précisé que le présent CCTC prévaut sur les indications du CCTP n° 2018-05.

2.2 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le **cabinet VACHERON** situé 78, rue Lagrua à La Teste De Buch (33260).

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission de base au sens de la loi MOP comprenant :

- la conception générale,
- la consultation des entreprises,
- le contrôle général des travaux,
- l'établissement des bons à payer,
- la réception des travaux.

Les honoraires correspondants sont réglés directement par le mandataire du Maître d'ouvrage.

2.3 – Contrôle technique

Dans le cadre de la loi n° 78.12 du 4/01/78, le Maître d'ouvrage fait intervenir un bureau de contrôle pour une mission de contrôle Solidité (L) et Sécurité des Personnes (S) ainsi qu'une mission complémentaire solidité des existants (LE)

Les frais correspondants seront réglés directement par le Maître d'ouvrage.

Le bureau de contrôle est à désigner.

2.4 – Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Conformément à l'article R. 238-8 du Code du travail, la présente opération est classée en 3^{ème} catégorie.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est à désigner.

2.5 – Frais d'études

La maîtrise d'œuvre étant chargée d'une mission d'ingénierie de base au sens de la loi MOP, l'entreprise a à sa charge la réalisation de l'ensemble des plans d'exécution.

2.6 – Contrôle interne

Outre les contrôles exercés par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle, il est rappelé aux entrepreneurs qu'il leur appartient d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'ils réalisent, conformément à la réglementation en vigueur.

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit le degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU, aux règles de l'Art et aux diverses spécifications propres au chantier.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et les règles professionnelles mais aussi les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites ou demandés par le bureau de contrôle, le Maître d'ouvrage, etc...

2.7 – Connaissance du dossier

L'Entrepreneur doit prendre connaissance du CCTP relatif à l'opération et des incidences particulières pouvant exister entre chaque prestation technique.

L'Entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucun supplément de prix par ignorance d'une prestation qu'il aurait à réaliser en relation avec l'ensemble des prestations techniques

2.8 – Connaissance des lieux

L'entreprise, par le fait de sa soumission, a pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales ainsi qu'une connaissance complète des sujétions consécutives à l'exécution des travaux envisagés.

Elle est réputée avoir pris connaissance auprès du Maître d'ouvrage du tracé réel des réseaux divers existants en infrastructure, ainsi que de s'assurer du repérage des réseaux aériens s'il en est.

Elle est également réputée avoir pris connaissance auprès des services concernés et compétents de la présence de réseaux divers ainsi que d'ouvrages existants sur les lieux du terrain dans la zone affectée aux travaux.

L'entreprise est réputée connaître toutes les conditions et difficultés de travail et ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une indemnité quelconque.

2.9 – Vérification de fonctionnement

Afin de prévenir les aléas techniques de fonctionnement découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer, au minimum avant réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC, en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Cette liste qui fait l'objet du Document Technique n° 1 est parue au supplément spécial du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment n° 48.99 de septembre 1997. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux faisant l'objet du Document Technique COPREC n° 2 et devront être envoyés pour examen au bureau de contrôle en deux (02) exemplaires.

Ce dernier, avant réception des travaux, adressera au Maître d'ouvrage un rapport explicitant les avis portant sur les procès-verbaux mentionnés ci-dessus.

L'ensemble de ces interventions est à la charge de l'entreprise titulaire, toutes modifications éventuelles et nécessaires pour mise en conformité incluses.

Article 3 – Documents techniques

3.1 – Documents de base du marché

3.1.1 – Documents techniques

Les travaux et la mise au point des plans d'ateliers et de chantier seront conduits en respectant les prescriptions techniques, règles de calculs et documents techniques en vigueur au moment de la remise des offres.

3.1.2 – Devis descriptifs

Les devis descriptifs sont constitués par le présent CCTC et le CCTP particulier pour chacune des prestations techniques. Ils sont complétés par :

- le permis de construire et ses annexes techniques,
- le PGCSPPS,
- les rapports de contrôle technique éventuel,
- le rapport de sondage établi par le bureau d'études de sol éventuel,
- les plans joints au marché.

3.2 – Pièces jointes au marché

L'entreprise doit fournir les documents énumérés ci-après.

- **Attestation de visite des lieux**

Chaque entreprise est réputée avoir une parfaite connaissance des lieux et voisinages et avoir soumissionné en toute connaissance de cause.

Une attestation sur l'honneur de visite des lieux, dûment certifiée est à remettre lors de la soumission.

- **Mémoire technique**

Genre mémoire descriptif comprenant au minimum, pour chaque corps d'état, les marques, types et caractéristiques des matériaux et matériels proposés (avec les catalogues ou extraits de catalogues des fabricants) quand ceux-ci sont différents de ceux décrits dans le CCTP. L'expression « ou similaire » est formellement proscrite. Les matériaux non traditionnels devront être couverts par un avis technique du CSTB en cours de validité.

L'Entrepreneur devra impérativement employer pour son marché les matériaux et matériels qu'il aura proposés au moment de la remise de son offre. Dans le cas où ces matériels ne seraient plus fabriqués lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra mettre en œuvre des matériaux ou matériels de caractéristiques au moins équivalentes sans qu'il puisse demander une modification de son prix global et forfaitaire.

- **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)**

La décomposition détaillée jointe au dossier de consultation des entreprises sera fournie dans les conditions relatives à un marché public de travaux.

- **Plannings détaillés**

Le maître d'œuvre provoque et dirige les réunions d'étude dans le but d'établir le planning des travaux.

L'entreprise aura à fournir au maître d'œuvre dès le début de la période de préparation, et au plus tard sous trois (03) semaines, toutes les données de base telles que :

- la définition et la liste des étapes et tâches élémentaires,
- la durée de chacune de ces tâches ou activités y compris celles des phases d'études, de commandes de matériel et matériaux, d'approvisionnement et de fabrication en usine ou préfabrication,
- la prévision des effectifs de main d'œuvre,
- tous documents nécessaires à la direction des travaux et de la synthèse des études.

3.3 – Techniques et marques de référence

Les descriptions des matériels, équipements et prestations dans le CCTP n° 2018-05 ont été établies à partir de techniques et de produits de certaines marques particulières.

Les prestations ainsi décrites correspondent à un minimum de performance acceptable par le Maître d'ouvrage. Les entreprises restent libres de proposer dans leur offre les techniques et produits de leur choix pour parvenir à une garantie et des performances au moins équivalentes.

3.4 – Documents d'exécution à fournir en cours de marché

Au moins quinze (15) jours avant la date d'exécution de l'opération élémentaire concernée (date portée sur le calendrier d'exécution), l'Entrepreneur fournira, en nombre suffisant pour la diffusion aux intéressés, les plans d'exécution, d'atelier, de calepinage et de détails qui s'y rapportent.

Ne pourront recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents ayant été acceptés par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle retenu, qui se réservent un délai maximum de quinze (15) jours pour retourner les plans soumis à leur acceptation.

La vérification et la mise au point par le maître d'œuvre des documents présentés par l'Entrepreneur, laisseront entière la responsabilité de ce dernier.

La vérification et l'acceptation de principe des documents ont pour seul but de s'assurer qu'ils ne sont pas contraires à l'esprit du CCTP n° 2018-05.

Les documents à fournir sont les suivants : ensemble des plans d'exécution.

Nota : Les plans d'exécution des ouvrages sont à la charge de l'entreprise.

3.5 – Documents à fournir à la fin des travaux (récolement)

À la fin des travaux et avant la réception de ceux-ci, dans les conditions fixées au CCAP n° 2018-05, l'Entrepreneur fournira, en deux (02) exemplaires sur tirage et sur un (01) CD-ROM au format AUTOCAD DWG ou DXF, les plans d'exécution dont :

- plans des ouvrages en élévation y compris positionnement des attentes et fourreaux pour l'éclairage (en fonction des informations fournies par l'entreprise en charge de l'éclairage public de la Ville) ;
- TOUS CORPS D'ÉTAT : notices d'entretien et de fonctionnement en général.

Ces documents seront adressés, pour vérification et signature, au maître d'œuvre avant envoi par celui-ci au Maître d'ouvrage.

La non fourniture des documents entraînera la non prononciation de la réception.

En outre les plans de récolement devront préciser :

- * les précautions à prendre pour les scellements et percements,
- * la puissance maximale pouvant être demandée à chaque point de livraison.

Nota : Dans le cas de non-respect des délais ci-dessus, le Maître d'ouvrage fera effectuer par une société de son choix les plans constituant le dossier de récolement. Les frais correspondants seront à la charge de l'Entrepreneur.

Article 4 – Prescriptions concernant l'exécution des travaux

4.1 – Direction de l'exécution du contrat de travaux

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet :

- de s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les dispositions des études effectuées ;
- de s'assurer que les documents qui doivent être produits par l'entrepreneur, en application du contrat de travaux ainsi que l'exécution des travaux sont conformes audit contrat ;
- de délivrer les ordres de service, d'établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du contrat de travaux, de procéder aux constats contradictoires et d'organiser et diriger les réunions de chantier ;
- de vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par l'entrepreneur, d'établir les états d'acomptes, de vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et d'établir le décompte général ;
- d'assister le Maître d'ouvrage en cas de différend sur le règlement ou l'exécution des travaux.
- de s'assurer que les engins de chantier et les effectifs journaliers de personnels de toutes les entreprises sont en nombre suffisant.

Le maître d'œuvre recueille et met au point les limites de prestations entre chaque entreprise, notamment en ce qui concerne les réservations, les percements, les scellements et les rebouchages.

Il centralise et diffuse tous les documents propres à la bonne marche du chantier.

Il relance les exécutants autant de fois que nécessaire.

Il tient à jour la liste des ordres de service, des plans, des demandes de devis de travaux en plus-value ou en moins-value et des devis acceptés. Il relancera les entreprises pour que la diffusion de ces documents soit faite dans les délais compatibles avec le bon déroulement de l'opération.

4.2 – Plan d'organisation du chantier

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service leur prescrivant de commencer les travaux, l'entreprise devra soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage un plan d'organisation de chantier.

Cette organisation concerne aussi bien les extérieurs que les intérieurs et notamment les plans de circulation intérieur et extérieur.

L'approbation de ces plans par le maître d'œuvre n'atténue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur.

4.3 – Réunions de chantier

L'Entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner, sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Au minimum, le maître d'œuvre animera une réunion hebdomadaire interentreprises destinée à examiner en détail les différents problèmes de coordination.

4.4 – Dommages aux tiers

Il est entendu que pendant toute la durée d'exécution du présent marché et jusqu'à l'achèvement complet des travaux, l'Entrepreneur sera seul responsable vis à vis des tiers, des visiteurs et du personnel du Maître d'ouvrage de tous les dommages et toutes les conséquences préjudiciables de quelle que nature que ce soit, résultant de tous travaux effectués pour remplir les conditions du marché. Ceci est valable pour l'ensemble des prestations techniques.

Si le Maître d'ouvrage venait à être recherché directement par des tiers, à quelque titre que ce soit et sous quelle que forme que ce soit, l'entreprise supporterait seule définitivement et sans recours vis à vis du Maître d'ouvrage, toutes indemnités qui seraient reconnues au profit des tiers.

4.5 – Pénalités de retard

Le montant des pénalités de retard est de 200 € par jour.

4.6 – Échantillons - Maquettes

Afin de permettre au Maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de s'assurer d'une part, de la parfaite compréhension des plans, pièces écrites et documentations, et d'autre part, de la qualité des ouvrages, l'Entrepreneur sera tenu de présenter tous échantillons de toutes natures et tous prototypes jugés nécessaires sans limitation numérique ou dimensionnelle.

Ces échantillons seront présentés dans les délais prescrits, dans leur forme d'utilisation et ce dans le cadre des délais d'approvisionnement en rapport avec ceux du planning contractuel des travaux.

Le maître d'œuvre est seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne peut être passée par l'Entrepreneur sinon à ses risques et périls tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par l'accord écrit du maître d'œuvre (dans le procès-verbal du rendez-vous de chantier ou par ordre écrit).

4.7 – Scellements - Raccords

Les scellements sont à la charge de l'entreprise.

Ils seront exécutés exclusivement au ciment et de telle façon que la cavité ménagée à cet effet soit entièrement garnie à refus.

Les raccords de parements au droit des scellements précités sont également à la charge des lots intéressés avec le même degré de finition que celui prévu en partie courante.

4.8 – Réservations - Trous - Percements

L'entreprise exécute à ses frais et conformément aux règles de l'Art, les tranchées, percements, trous de scellement et raccords divers nécessaires à ses propres travaux.

L'entreprise gère les réservations et les divers rebouchages de celles-ci après le passage des conduits ou canalisations éventuels.

4.9 – Protection des ouvrages

L'entreprise assurera pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, la protection efficace de tous les travaux ou matériels exécutés ou posés par ses soins.

Cette protection porte principalement contre les altérations et parements, le maintien en bon état de fonctionnement, la protection des arêtes et de tout ouvrage ou matériel fragile.

L'entreprise sera responsable et aura donc à sa charge et à ses frais tous travaux de remise en état qui s'avèreraient nécessaires à la suite des dépréciations provenant d'une absence ou d'une insuffisance des mesures de protection.

4.10 – Nettoyages en cours de travaux et nettoyages de fin de chantier

Le projet et abords seront nettoyés et balayés au moins une fois par semaine par l'entreprise titulaire.

4.11 – Épuisement des eaux

Le prix des épuisements des eaux est compté dans le prix des ouvrages et ne pourra faire l'objet d'aucun supplément.

L'Entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail, de perte de matériaux ou de tous dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eaux consécutives aux phénomènes atmosphériques ou hydrogéologiques.

4.12 – Remise en état de la propriété en fin de travaux

En fin de travaux l'Entrepreneur aura à sa charge la remise en état pour restituer les lieux dans leur état d'origine, ainsi que les ouvrages ayant été neutralisés ou détériorés pendant la durée des travaux.

La prestation comprend notamment pour le terrain son nettoyage intégral.

L'état des lieux établi contradictoirement entre l'entrepreneur, le maître d'œuvre et le représentant du Maître d'ouvrage avant l'ouverture du chantier servira de référence.

4.13 – Circulation - Nettoyage des chaussées - Signalisation

L'Entrepreneur prendra toutes mesures utiles pour assurer le maintien convenable de la circulation générale sur les voies publiques et privées utilisées pour les besoins du chantier.

Il mettra en place tous panneaux de signalisation indiquant les sorties d'engins.

Il supportera l'entretien et le nettoyage des voies d'accès au chantier, consécutifs aux salissures que pourra occasionner la circulation des véhicules et engins de chantier.

Article 5 – Installation et frais de chantier

5.1 – Évacuation des gravois

L'entreprise procède à ses frais à l'enlèvement et au transport aux décharges publiques de ses propres gravois et ceci dans le respect de la réglementation du tri et de la valorisation des déchets, conformément aux normes en vigueur.

L'évacuation des gravois et le nettoyage du chantier s'effectuera sans délais sauf accord préalable du maître d'œuvre.

5.2 – Protection périmétrique du chantier

L'Entrepreneur a à sa charge tous les éléments de protection et de signalisation du chantier, tels que fourniture et pose de clôtures du chantier, barricades, éclairages nocturnes, ... conformes aux règlements en vigueur. Il devra assurer leur maintien en parfait état pendant toute la durée du chantier.

Il sera prévu une clôture type panneau grillagé d'une hauteur de deux mètres environ avec des portails d'accès. Toute publicité (sauvage ou commerciale) sera rigoureusement interdite.

La clôture sera implantée selon le tracé général du plan d'installation de chantier.

L'entreprise fera également son affaire des autorisations de voirie à demander aux autorités civiles pour l'empiètement éventuel des installations sur la voie publique.

5.3 – Protections intérieures et diverses du chantier

Il est prévu, dans le cadre des opérations de déconstruction, toutes les précautions conservatoires pour le maintien des éléments structuraux et architecturaux laissés en place.

Ces précautions s'appliquent également aux constructions et équipements mitoyens.

L'entreprise est responsable de la qualité de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception par le Maître d'ouvrage.

5.4 – Abris de chantier et bloc sanitaire

Sans objet.

5.5 – Raccordements aux réseaux publics

L'entreprise bénéficiera des installations existantes.

5.6 – Panneau publicitaire de chantier

Le panneau de chantier sera fourni par l'Entreprise ; de la même façon, la pose et l'enlèvement sera effectuée par l'Entreprise.

Le panneau d'information générale comportera :

- * le numéro du permis de construire
- * l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté
- * les indications des identités des Maître d'ouvrage et maître d'œuvre, du bureau d'études, du bureau de contrôle, du SPS ...

Le panneau complémentaire comportera le nom de l'entreprise intervenant sur le chantier avec les caractéristiques suivantes :

- numéro de chaque prestation,
- désignation de chaque prestation,
- raison sociale de l'Entreprise,
- ville,
- numéro de téléphone.

Les dimensions de ce panneau sont prévues à 2,00 x 1,50 mètres.

L'Entreprise a à sa charge l'entretien de ce panneau jusqu'à la réception de l'ouvrage par le Maître d'ouvrage et l'enlèvement de celui-ci à l'issue des travaux et la pose du panneau complémentaire indiquant la liste des entreprises intervenant sur le chantier, aux caractéristiques suivantes :

- bandes de contreplaqué à raison de 1 par prestation technique,
- hauteur 0,20 m,
- largeur 1,00 m.

5.7 – Panneau réglementaire du permis de construire

Le panneau réglementaire du permis de construire sera posé par le Maître d'ouvrage.

Article 6 – Implantation et nivellement

6.1 – Implantation des bâtiments

L'implantation générale des ouvrages et constructions à réaliser est donnée par les plans et se situe sur l'emprise actuelle du local existant.

6.2 – Côtes de niveaux des ouvrages

Les côtes de niveau du sol fini des locaux sont indiquées sur les plans joints au CCTP n° 2018-05.
Par référence, le niveau +/-0.00 fini est égal au niveau extérieur fini.

6.3 – Raccordements des réseaux et voiries - Récolement

D'une manière générale, les travaux comprennent les raccordements des nouveaux équipements au réseau actuels pour l'eau, l'assainissement et l'électricité.

**À
Le**

Lu et approuvé

(cachet de l'entreprise & signature de la personne habilitée)